

Tempête sous les crânes progressistes

par **Alain Cambier**

Chercheur associé à l'UMR 8163 « Savoirs, textes, langage » (STL) de l'Université de Lille.

Nous avons changé d'époque et, désormais, s'ouvre le temps des incertitudes. Avec la guerre en Ukraine, nous sommes sortis d'une période de paix relative en Europe qui a duré plus de 75 ans et nous prenons conscience que les valeurs de respect du droit et de démocratie peuvent être brutalement piétinées. L'Union Européenne semble elle-même avoir été prise de court, tant elle a entretenu naïvement le dogme du libre échange et de la mondialisation économique comme étant le meilleur garant de la paix. De même, nous percevons de plus en plus les effets délétères du dérèglement climatique sur nos modes de vie. Aussi, c'est la notion même de progrès qui est remise en cause : toute la conception sur laquelle les sociétés occidentales se sont développées depuis le XVIII^e siècle est aujourd'hui mise sur la sellette et la décroissance brandie comme solution... Bien plus, la croyance en un progrès des sciences et, plus globalement, de la raison est de plus en plus discréditée. Mais le vacillement des valeurs progressistes n'est pas seulement l'effet de coups de boutoir provenant d'impacts extérieurs : au sein des milieux progressistes, les désaccords, voire les conflits sont tels que le doute s'instille sur la nature des valeurs à défendre. En France, le camp des progressistes apparaît traversé de contradictions si profondes qu'il y perd ses repères.

Dans le monde intellectuel occidental, les valeurs progressistes ont été ébranlées avec le développement des *Cultural studies* et de la *French Theory* qui ont systématiquement remis en question l'universalisme, au point de défendre un relativisme radical¹. D'abord triomphants aux Etats-Unis, ces courants sont revenus comme un boomerang en France, jusqu'à influencer certains milieux politiques de gauche et produire des polémiques qui aujourd'hui les rongent. Paradoxalement, c'est au moment où le paysage politique apparaît chez nous plus propice à l'action des contre-pouvoirs que le camp des progressistes s'enlise dans ses déchirements internes.

Un regain relatif de légitimité pour la démocratie représentative

Les élections législatives de juin dernier n'ont pas conduit à une cohabitation, mais ont permis de surmonter partiellement la crise de la représentation. En instaurant une forme de « monarchie républicaine »², la constitution de la Vème République a toujours entretenu une tension entre deux types de représentation³. Celle d'un chef de l'Etat élu au suffrage universel est censée incarner une conception iconique de la représentation, c'est-à-dire représenter un idéal invisible, en l'occurrence l'idée d'un peuple-un, formant un seul corps politique. Cette conception trouve ses racines chez Hobbes⁴ (*Rex est populus*) : si le peuple n'est pas représenté en la personne d'un chef d'Etat incarnant son unité politique, il

n'est encore qu'une multitude dispersée (*multitudo dissoluta*)⁵. On comprend alors qu'un régime présidentiel - fût-il républicain - ne puisse conduire qu'à justifier la verticalité du pouvoir d'Etat, au détriment de la démocratie. L'alignement du calendrier des élections législatives à la remorque de celui des présidentielles n'a fait qu'accentuer cette dérive et a contribué à une grave crise de la représentation. Or, dans la foulée de l'élection présidentielle, les dernières élections législatives n'ont accordé au chef de l'Etat qu'une majorité relative et ont permis de fournir une image plus authentique du peuple comme pluralité différenciée, de faire entendre à travers ces porte-voix que sont les députés le « polythéisme des valeurs »⁶ dont les citoyens français peuvent se réclamer, parfois même de manière très contradictoire. Mais comme le remarquait Claude Lefort, le rôle de la démocratie n'est-il pas celui de « l'institutionnalisation du conflit »⁷ témoignant d'une société ouverte ? Ainsi, le modèle purement décisionniste incarné par le mythe d'un Jupiter foudroyant a trouvé ses limites, pour passer à de nouvelles modalités de la décision politique fondées sur l'incrémentalisme⁸, c'est-à-dire sur la coopération, le compromis, le réajustement des décisions en fonction des situations concrètes. Un soir de juin, une démocratie représentative plus en phase avec les préoccupations de la population a donc retrouvé ses droits. Cependant, beaucoup de nuances seraient à apporter, d'abord en raison du taux très élevé d'abstentionnistes lors de ces élections : plus de 50% ...

¹ Cf. notre article intitulé *Les Inconséquences du relativisme*, dans le n° 408 de la revue *La Pensée* (décembre 2021).

² Selon le titre célèbre d'un ouvrage de Maurice Duverger, publié en 1974.

³ Cf. Art. 3 de la constitution : « La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants ».

⁴ Cf. Hobbes, *Léviathan*, chap. 16 & 17. Conception reprise par Carl Schmitt, *Théorie de la constitution*, chap. 16, PUF-Léviathan.

⁵ « Le peuple est un certain corps, et une certaine personne, à laquelle on peut attribuer une seule volonté, et une action propre : mais il ne se peut rien dire de semblable de la multitude » Hobbes, *De Cive*, XII, 8.

⁶ L'expression est de Max Weber.

⁷ Claude Lefort, *Essais sur le politique*, Seuil, 1986.

⁸ Ou gradualisme : conception théorisée par Charles Lindblom, *The Science of Muddling through*.

En outre, la nature de l'opposition apparaît éminemment contrastée, puisqu'un nombre très important de députés d'extrême droite est entré au Parlement. Quant à l'opposition censée porter les valeurs progressistes, elle est représentée non par une union, mais par une coalition de forces aux intérêts divergents : pour les plus radicaux, la tentation est alors grande d'entretenir le *buzz* pour asseoir leur *leadership* en s'adonnant à la lutte des *clashes*, en lieu et place de la lutte des classes. Pendant ce temps, en quête de respectabilité, une extrême droite parlementaire homogène semble jouer sur du velours et attendre son tour...

Quand la valeur travail devient une pomme de discorde

En 2011, le *Think tank* « progressiste » *Terra Nova*⁹ recommandait au parti socialiste de s'adresser désormais en priorité aux diplômés, aux jeunes, aux minorités, plutôt que de s'échiner à rechercher le vote « ouvrier » qui se tournait, en partie, vers l'extrême droite. En tournant le dos aux premiers de corvée, en se souciant avant tout d'implémenter les décisions de l'Union Européenne, le socialisme réformiste a perdu son âme... et ses électeurs. Pour autant, le total de la gauche qui prétend en prendre la relève n'a fait que 28,8 % : si elle s'impose dans les métropoles, force est de constater qu'elle perd les anciennes terres ouvrières, les campagnes, la France périphérique au profit de l'extrême droite. On peut y voir - comme François Ruffin en fait l'analyse¹⁰ - les conséquences de l'abandon, par les progressistes, de la valeur travail : leur souci de développer les aides sociales aurait pris le dessus sur la défense des salaires, du droit des salariés eux-mêmes et de la restructuration de l'emploi devenu de plus en plus précaire. Dès 1848, Louis Blanc avait opposé au « droit à l'assistance » le « droit au travail » qu'il avait défendu avec l'ouverture des Ateliers nationaux. Aujourd'hui, selon Olivier Schwartz, les salariés modestes comme ceux des classes moyennes en déclin¹¹ éprouvent de plus en plus le sentiment de « payer pour tout le monde » et plus particulièrement - selon leurs dires - pour les « assistés », au point de nourrir un vote de ressentiment. Certes, nous savons depuis Marx que le travail peut être dominé par l'oppression aliénante du capital avec toutes les conséquences sociales et psychologiques qu'une telle aliénation implique, mais pour les marxistes c'est également en prenant la défense des travailleurs que le renversement de la domination capitaliste peut devenir possible. D'une manière plus générale, le travail est le moyen fondamental pour s'insérer dans la société et y faire reconnaître sa place : « La fierté est centrée sur le travail. Le travail qui fait l'identité, le travail qui socialise, qui offre une forme d'émancipation, individuelle et collective » écrit Ruffin. On sait, par exemple, combien les femmes ont gagné en autonomie en entrant sur le marché de l'emploi. Bien sûr, on peut opposer à une telle conception un « droit à la paresse »¹². Certains effectivement peuvent vivre sans rien faire comme les actionnaires qui touchent leurs dividendes

ou d'autres par le biais d'emplois fictifs... Il est vrai aussi qu'actuellement, ce que l'on appelle « le *business* de la flemme » est à la mode : de jeunes urbains peuvent se faire livrer à leur porte des repas pour une poignée d'euros. C'est vite oublier que les plates-formes de livraison à domicile exploitent d'autres jeunes corvéables à merci. En outre, ce n'est pas seulement au travail que l'aliénation nous guette, mais aussi dans nos loisirs, sur notre portable... Enfin, la transition écologique réclame beaucoup de travail pour cultiver des champs sans intrants, isoler les maisons, développer le recyclage, etc. En réponse, on a osé soutenir¹³ que la défense de la valeur travail était un marqueur de la droite conservatrice : c'est oublier que le chômage est « l'armée de réserve »¹⁴ du capital et que l'urgence est plutôt de redonner du sens et de la sécurité au travail pour permettre à chacun d'y retrouver sa dignité.

Police des mœurs

Dans ce contexte de confusion des valeurs, l'ironie de l'histoire est que ceux qui considèrent également que les revendications sécuritaires seraient nécessairement réactionnaires font l'apologie des *safe spaces* où des personnes revendiquant une même homogénéité physique ou de mœurs exigent de pouvoir se replier, en excluant alors toute possibilité d'interaction avec des personnes différentes considérées d'avance comme représentant une menace. Le refus de toute mixité est ainsi présenté comme un progrès... Le combat pour l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement politique ou socio-économique, mais aussi éthique : il est l'affaire de toutes et de tous. Car il n'a pas suffi que les femmes obtiennent le droit de vote ou que l'exigence de parité se soit imposée pour mettre fin à la domination qu'elles subissent, surtout quand celle-ci s'exerce aussi dans leur vie privée. Engels soulignait déjà¹⁵ que « Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat », rejoignant ainsi la formule de Flora Tristan à propos de la femme réduite à n'être que « le prolétaire du prolétaire ». Pour autant, le patriarcat n'est pas né avec le capitalisme et a pris des formes très diverses ; en revanche, il s'est imposé systématiquement sous la houlette de la religion qui a justifié la misogynie au nom de dogmes intégristes et de clichés obscurantistes. Depuis 5 ans, le mouvement *@metoo* a libéré la parole des femmes victimes de prédateurs sans scrupules : le joug qu'elles subissent s'exerce au sein de leur vie la plus intime, d'autant plus que, lorsqu'ils sont dans la lumière, les manipulateurs sont tentés d'abuser de leur *aura* et de leur pouvoir. Ainsi, comme dans d'autres milieux, un *@metoo politique* s'est organisé pour dénoncer des conduites inappropriées. Cependant recourir, au sein de mouvements politiques « progressistes », à des collectifs informels néo-féministes - au nom d'une prétendue « sororité »¹⁶ - pour mettre sous surveillance des hommes susceptibles d'infidélités apparaît éminemment discutable. La dérive est qu'en dehors de toute procédure de

⁹ Cf. Le rapport « *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?* » Olivier Ferrand & Bruno Jeanbart.

¹⁰ François Ruffin, *Je vous écris du front de la Somme*, éd. Les liens qui libèrent, sept. 2022.

¹¹ Cf. l'étude d'Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers* et les travaux du sociologue Louis Chauvel : *La Spirale du déclassement*, Seuil, 2016.

¹² Cf. le titre de l'ouvrage écrit en 1880 par Paul Lafargue *Le Droit à la paresse*. Depuis, le thème a été renouvelé : cf. Jeremy Rilkin, *La Fin du travail*, La Découverte, 1996. Sur les controverses à ce sujet, cf. *Le Travail, quel avenir ?*, coll., éd. Folio/actuel, 1997.

¹³ Cf. la députée Mathilde Panot : « Nous ne pouvons combattre la droite et l'extrême droite en reprenant leurs mots ».

¹⁴ Expression de Marx.

¹⁵ Cf. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*.

¹⁶ Collectif des « louves alpha » : cf. l'enquête du journal *Libération* du 01-10-2022 sur « la dérive de militantes féministes qui, hors de tout cadre formel, ont surveillé durant trois ans le chef d'EE-LV ».

droit public, on puisse s'en remettre uniquement à des jugements de collectifs privés et de tribunaux médiatiques, en jouant sur la confusion entre morale et politique, au point d'en revenir à une forme d'inquisition. Comme le soulignait Hegel¹⁷, prenons garde que les personnes qui prétendent observer les événements politiques exclusivement à travers le « trou de serrure de la moralité » se réduisent à n'être vues que comme des « valets de chambre psychologues ». Plus globalement, considérer *a priori* tous les adultes masculins comme des dangers potentiels pour les femmes revient à faire des amalgames malsains, à fouler aux pieds toute présomption d'innocence et à essentialiser les identités. C'est aussi désespérer d'avance de toute possibilité de réinvention du masculin. C'est enfin mépriser le fait que beaucoup d'hommes participent à la défense du droit des femmes et militent, à leurs côtés, pour leur émancipation. S'enfermer dans une théorie de la guerre des sexes ou des générations ne peut conduire qu'à des régressions. Pendant ce temps, suite à la mort de Mahsa Amini¹⁸ à Téhéran, la révolte des Iraniennes contre les contraintes injustifiables infligées par la police des mœurs montre qu'elles font l'histoire en magnifiant des valeurs que les progressistes ont porté tout au long de leur histoire : « *Femme, vie, liberté* ». Lors de leurs mouvements de contestation durement réprimés, leur sang versé se mêle à celui des hommes qui les accompagnent dans leur révolte contre le régime théocratique qui les opprime.

Le cas Poutine : un *casus belli* ?

Nous avons changé d'époque, mais la guerre en Ukraine témoigne que nous n'en avons pas pour autant fini avec la *Wirkungsgeschichte*¹⁹, l'efficacité du passé historique. Comme le remarque le politologue Ivan Krastev²⁰ à propos des dirigeants russes : « Construire le futur ne les intéresse pas, ils veulent refaire le passé ». Poutine est à la tête d'un régime post-totalitaire hanté par les fantômes d'un sombre passé, d'où sa façon de se justifier en prétendant envahir l'Ukraine pour la « dénazifier ». Il joue auprès de son peuple sur la victoire contre le nazisme, en omettant de rappeler que la seconde guerre mondiale a été aussi en Europe celle de la compétition entre deux systèmes totalitaires pour assurer leur suprématie. La défaite de l'un n'a pas pour autant mis fin à l'autre. Faute d'avoir effectué en profondeur un travail de mémoire historique sur le passé de l'URSS, le cadavre de Staline bouge encore. Lors de son discours du 30 septembre dernier²¹ - aussi incohérent du point de vue intellectuel qu'aberrant du point de vue politique -, Poutine s'est bien gardé, dans sa litanie des grands moments de la Russie, de citer Khrouchtchev et sa tentative de déstalinisation du régime. Or, force est de constater que même dans les milieux

progressistes en France, tous n'ont pas encore tiré les leçons des méfaits du totalitarisme et des dangers que représente le régime post-totalitaire de Poutine. Aveuglés par un anti-américanisme primaire, un « campisme de gauche » - selon Edwy Plenel²² - s'emploie à euphémiser l'agression militaire, commise au mépris du droit international, d'un dictateur en mal d'un empire perdu contre un pays voisin et indépendant. On peut évidemment reprocher les guerres hégémoniques menées par les États-Unis comme celle en Irak sous G.W. Bush, sans pour autant oublier les coups de force humiliants de l'URSS contre des peuples censés relever de son glacis jusqu'au conflit ouvert en Afghanistan ou, plus près de nous, les guerres sciemment menées contre les populations civiles par la Russie de Poutine, en Tchétchénie et en Syrie. On ne peut surtout pas faire semblant d'ignorer que ce dernier a développé un terrorisme d'Etat où le moindre opposant trop virulent est physiquement éliminé ou emprisonné. Comme le souligne l'écrivain russe Dimitri Gloukhovski²³, la guerre contre l'Ukraine est une guerre contre l'Occident, mais également « contre le peuple russe, contre l'avenir de la Russie ». Aujourd'hui, alors que l'arme nucléaire est brandie par un cynique dictateur, il n'est guère « progressiste » de se défaire en cultivant un certain relativisme sur les libertés fondamentales et la démocratie.

Sur la tempête secouant les valeurs progressistes, on pourrait encore donner l'exemple de la laïcité, quand au nom de l'antiracisme, des progressistes chevronnés en viennent à partager la tribune avec des intégristes intolérants et justifier le communautarisme. Plutôt que de s'enfermer dans des groupes d'affinités religieuses, sexuelles ou culturelles qui constituent autant de « maisons closes mentales »²⁴, plutôt que de s'enfermer dans des controverses picrocholines²⁵ relevant surtout d'une étroitesse d'esprit, il est plus que temps de renouer avec une conception de la « vie large »²⁶ et de revenir au sens de l'universel²⁷. Être progressiste aujourd'hui impose de sortir de l'impasse où mène l'opposition entre défense des classes populaires et défense des minorités, entre féminisme et néo-féminisme, entre antiracisme universaliste et antiracisme intersectionnel, entre confiance dans les lumières de la raison et *wokisme*²⁸. Le progrès n'avance pas de lui-même, comme s'il suffisait de nager dans le sens du courant : il n'y a pas de progrès culturel et politique possibles sans procès réflexif, c'est-à-dire sans cette capacité réflexive à retrouver la part d'universel enfouie au sein de chaque cas particulier qui permet alors de se réclamer d'exigences déontologiques fondamentales et communes à tous les humains²⁹.

¹⁷ Cf. Hegel, *La Raison dans l'histoire et Principes de la philosophie du droit* § 124.

¹⁸ Après son arrestation par la police des mœurs lui reprochant que son tchador ne lui couvrirait pas assez les cheveux.

¹⁹ L'expression est de Hans Gadamer.

²⁰ Dans le *New-York Times*.

²¹ Célébrant l'annexion de quatre régions ukrainiennes.

²² Dans son dernier ouvrage *L'Épreuve et la contre-épreuve*, Stock, 2022, Edwy Plenel dénonce cette vieille pathologie issue célébrant de la guerre froide : « Un "campisme" de gauche, fonctionnant par antiaméricanisme automatique comme s'il était tenu par le membre fantôme du soviétisme disparu »

²³ Cf. son interview au journal *Le Monde*, le 09-10-2022.

²⁴ L'expression est de Raphaël Glucksmann.

²⁵ Comme celle grotesque à propos de l'usage du barbecue.

²⁶ Cette expression de Jean Jaurès a été reprise par Paul Magnette comme titre de son ouvrage : *La Vie large*, La Découverte, oct. 2022.

²⁷ F. Ruffin le dit à sa façon : « Nous devons retrouver l'universel qui n'exclut pas l'inclus, qui inclut l'exclus », *op. cit.* p. 54.

²⁸ Cf. J-F Braunstein, *La religion woke*, Grasset, 2022.

²⁹ Cf. notre ouvrage *Qu'est-ce qu'une civilisation ?*, Vrin, coll. *Chemins philosophiques*, p 67-73 et chap. 4.